



Industrie
Canada

Industry
Canada

Direction générale de la petite entreprise



Statistiques sur le financement

Édition spéciale :

Principales statistiques relatives aux
petites entreprises

Novembre 2013

www.ic.gc.ca/recherchePME

Canada

Cette publication est également offerte par voie électronique en version HTML
(www.ic.gc.ca/recherchePME/).

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles (braille et gros caractères),
sur demande. Communiquer avec la :

Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Courriel : CMB-Multimedia-DGCM@ic.gc.ca

Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet du contenu de cette publication,
veuillez nous les faire parvenir par courriel à smcrs-rymcr@ic.gc.ca.

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être
reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre
permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer
l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme
source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme
une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins
commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N° de cat. Iu186-1/2013-3F-PDF

ISSN 1718-3472

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

Also available in English under the title *Financing Statistics, Special Edition: Key Small
Business Statistics*, November 2013.

Table des matières

2 Faits saillants

2 *Caractéristiques des PME et de leurs propriétaires — 2011*

2 *Besoins de financement — 2011*

3 *Accès des PME au financement — 2011*

5 Introduction

6 Définition de la PME

7 I. Caractéristiques des PME et de leurs propriétaires

7 *Quelles sont les caractéristiques des PME canadiennes?*

8 *Quelles sont les caractéristiques des propriétaires de PME?*

10 II. Besoins de financement

10 *À quelles sources de financement externe les PME canadiennes ont-elles eu recours en 2011?*

12 *Quelle est la proportion de PME qui a eu recours à du financement externe?*

13 *Pour quelles raisons les PME ont-elles cherché à obtenir du financement externe?*

14 *Pour quelles raisons des PME n'ont-elles pas cherché à obtenir du financement?*

15 *Après de quelles institutions financières les PME ont-elles cherché à obtenir du financement?*

16 III. Accès des PME au financement

16 *Combien de PME ont-elles reçu le financement qu'elles avaient demandé?*

17 *Comment l'accès au financement a-t-il évolué entre 2007 et 2011?*

17 *Quels types de garantie étaient exigés par les institutions financières?*

19 *Pour quel type de PME le financement par emprunt a-t-il été le plus difficile à obtenir?*

20 *Pour quelles raisons le financement par emprunt était-il refusé aux PME?*

20 *Quel pourcentage de PME ont accusé un retard dans le remboursement de leur emprunt?*

22 *Dans quelle mesure l'accès au financement a-t-il constitué un obstacle à la croissance des PME?*

23 Conclusion

24 Annexe : Données de l'enquête

Faits saillants

Caractéristiques des PME et de leurs propriétaires — 2011

Quelles sont les caractéristiques des petites et moyennes entreprises¹ canadiennes?

- En 2011, il y avait au Canada environ 1,1 million de petites et moyennes entreprises (PME) avec salariés.
- Environ 71,4 % des PME évoluaient dans le secteur des services; les autres étaient des entreprises productrices de biens (28,6 %). La majorité des PME exerçaient leurs activités dans les secteurs de la construction (15,2 %), du commerce de détail (13,7 %) ou des services professionnels (11,7 %).
- La répartition géographique des PME est proportionnelle à la répartition générale de la population en âge de travailler, la majorité des entreprises étant établies en Ontario et au Québec.
- Environ 43,7 % des PME au Canada exercent leurs activités depuis au moins 20 ans, tandis que seulement 4,9 % des PME sont en affaires depuis deux ans ou moins.
- Les petites entreprises représentent presque l'ensemble des PME au Canada (99 %).

Quelles sont les caractéristiques des propriétaires de PME?

- La majorité (66,7 %) des propriétaires de PME avaient suivi des études postsecondaires.
- Seulement 1,6 % des propriétaires de PME avaient moins de 30 ans et 48,4 % avaient entre 50 et 64 ans.
- Environ 77 % des propriétaires de PME comptaient au moins 10 années d'expérience en gestion.

Besoins de financement — 2011

À quelles sources de financement externe les PME canadiennes ont-elles eu recours en 2011?

- Pour financer le démarrage de leur PME, 79,5 % des propriétaires ont utilisé leurs épargnes personnelles et 40,9 % ont obtenu un crédit auprès d'une institution financière. Ces sources de financement ont également été celles le plus souvent utilisées pour financer l'acquisition d'entreprises.

1. Les PME sont des entreprises qui comptent entre 1 et 499 employés et dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 30 000 \$ et 50 millions de dollars.

Quelle est la proportion de PME qui a eu recours à du financement externe?

- Les taux de demande s'élevaient à 25,5 % pour le financement par emprunt, à 6,9 % pour le crédit-bail, à 2,3 % pour le financement par capitaux propres, à 8,1 % pour le crédit commercial et à 3,7 % pour le financement accordé par des administrations publiques.

Pour quelles raisons les PME ont-elles cherché à obtenir du financement externe?

- Les PME ont cherché à obtenir un financement externe principalement pour constituer leur fonds de roulement (51,3 %) et pour acheter des machines ou du matériel (25,8 %) ou encore des véhicules (19,1 %).
- Les PME ont cherché à obtenir un crédit-bail principalement pour louer des véhicules (34,6 %) ainsi que des machines et du matériel (28,1 %) et pour louer des locaux commerciaux ou des bureaux (23,6 %).

Pour quelles raisons des PME n'ont-elles pas cherché à obtenir du financement?

- La principale raison invoquée par les propriétaires d'entreprise était qu'ils n'en avaient pas besoin (88 %). De plus, 2,9 % des propriétaires de PME n'ont pas cherché à obtenir du financement car ils pensaient que leur demande serait refusée.

Auprès de quelles institutions financières les PME ont-elles cherché à obtenir du financement?

- Les prêts accordés par des banques à charte canadiennes représentaient près de la moitié (45 %) de la valeur totale et près de 43 % du nombre total de prêts consentis aux PME, le reste étant accordé par d'autres banques, des coopératives d'épargne et de crédit et des caisses populaires, ainsi que d'autres établissements de crédit.

Accès des PME au financement — 2011

Combien de PME ont-elles reçu le financement qu'elles avaient demandé?

- Les taux d'approbation s'élevaient à 89,9 % pour le financement par emprunt, à 97,4 % pour le crédit-bail, à 75,5 % pour le financement par capitaux propres, à 98,5 % pour le crédit commercial et à 83,8 % pour le financement accordé par des administrations publiques.
- Le montant total du financement par emprunt approuvé se chiffrait à 23,5 milliards de dollars, soit 172 000 \$ par entreprise.

Quels types de garantie étaient exigés par les institutions financières?

- La majorité des PME (65 %) ont dû fournir un bien en garantie pour obtenir le prêt. Les actifs commerciaux (74,5 %) et personnels (39,7 %) étaient les deux principaux types de biens donnés en garantie.

Pour quel type de PME le financement par emprunt a-t-il été le plus difficile à obtenir?

- Le financement par emprunt a été relativement plus difficile à obtenir pour les entreprises en démarrage (en activité depuis moins de deux ans), les jeunes entreprises (en activité depuis deux à dix ans), et les entreprises dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration. Les ratios entre le montant autorisé et le montant demandé s'élevaient respectivement à environ 81 %, 86 % et 83 %.

Pour quelles raisons le financement par emprunt était-il refusé aux PME?

- La principale raison pour laquelle les PME se sont vu refuser un financement par emprunt était le fait d'avoir une garantie insuffisante (47,6 %). Deux autres raisons souvent citées pour expliquer le refus du financement par emprunt étaient les risques associés au projet (36,8 %) et des ventes ou un flux de trésorerie insuffisants (35,9 %).

Quel pourcentage de PME ont accusé un retard dans le remboursement de leur emprunt?

- À la fin de 2011, les taux de défaut de paiement des PME étaient revenus à leurs niveaux d'avant la récession (0,32 %), soit une baisse importante par rapport au sommet de 1,41 % atteint au deuxième trimestre de 2009.

Dans quelle mesure l'accès au financement a-t-il constitué un obstacle à la croissance des PME?

- Environ 17 % des PME considéraient que l'obtention d'un financement constituait un obstacle à leur croissance. Ce taux est faible par rapport aux 63 % de PME qui voyaient la hausse du coût des intrants comme un obstacle et aux 38 % de PME qui considéraient que le fait de consacrer trop de temps aux opérations courantes entravait leur croissance.

Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle de premier plan dans l'économie canadienne. Elles représentent plus de 99 % du nombre total d'entreprises avec salariés (1,1 million) exerçant leurs activités au Canada et elles emploient près de 90 % de la main-d'œuvre du secteur privé canadien. Environ 98 % des exportateurs du pays sont des PME. Étant donné le rôle que les PME jouent dans l'économie, il importe que ces entreprises aient accès au financement dont elles ont besoin pour prendre de l'essor et prospérer. Un accès insuffisant au financement peut entraîner une insuffisance de liquidité, une stagnation de la croissance et une réduction de la compétitivité sur le marché, en plus d'entraver l'investissement dans des innovations et l'expansion sur de nouveaux marchés.

Industrie Canada effectue régulièrement des enquêtes, souvent en partenariat avec Statistique Canada, pour surveiller les conditions du financement pour les PME. L'objectif de ces enquêtes est d'aider le gouvernement à bien comprendre la demande de financement des PME et leurs sources de financement et de suivre de près les changements au fil du temps. L'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*² constitue la principale enquête réalisée par Industrie Canada et Statistique Canada sur laquelle s'appuient les décideurs. Menée tous les trois ans, elle recueille de l'information sur les taux de demande de financement des PME, les taux d'approbation, les montants demandés, les montants accordés, les raisons pour lesquelles les PME cherchent à obtenir du financement et les raisons du refus des demandes. Elle recueille également de l'information sur le processus de demande de financement, le profil des entreprises et les caractéristiques démographiques des propriétaires d'entreprise. En plus de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, ce rapport s'est également appuyé sur les données tirées du *Registre des entreprises* de Statistique Canada, de l'*Enquête auprès des responsables du crédit* de la Banque du Canada, de l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises* de Statistique Canada et du document *Canadian Business Trends* de PayNet. Ensemble, ces sources donnent un aperçu détaillé du contexte de financement des PME au Canada en 2011.

Le rapport a pour but de présenter des constatations de haut niveau découlant de l'enquête de 2011, à laquelle ont participé près de 10 000 répondants. Une série d'études de profil et de documents techniques portant sur des questions clés seront publiés à l'intention des décideurs. Le rapport est divisé en trois sections : 1) Caractéristiques des PME et de leurs propriétaires; 2) Besoins de financement; 3) Accès des PME au financement. Les annexes accompagnant le rapport renferment des ventilations détaillées des données selon la taille de l'entreprise, l'industrie et la catégorie d'âge. Tous les résultats de l'enquête peuvent être consultés sur le site Web d'Industrie Canada à www.ic.gc.ca/recherchePME.

2. Entre 2000 et 2010, cette enquête s'appelait *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de Statistique Canada.

Définition de la PME

Le terme « entreprise » s'entend d'un établissement commercial enregistré. Pour qu'un établissement commercial soit inclus dans la population cible du présent document, il devait répondre aux critères suivants : compter au moins un salarié (versement de retenues salariales à l'Agence du revenu du Canada), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$, être constitué en société et avoir produit au moins une déclaration d'impôt fédérale sur le revenu des sociétés au cours des trois dernières années. Puisque dans la présente publication, Industrie Canada utilise une définition reposant sur le nombre d'employés rémunérés, notre analyse exclut les travailleurs autonomes³ et les entreprises « indéterminées »⁴. Sont également exclues de l'échantillon de population les entreprises des secteurs suivants : administrations publiques, y compris les écoles et les hôpitaux; services publics; et associations sans but lucratif⁵.

La taille d'un établissement commercial se définit de diverses façons, notamment selon le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise, la valeur de ses expéditions annuelles, son revenu annuel brut ou net, la taille de ses actifs, ou encore le nombre de ses employés. Parmi ces mesures, la définition qui s'appuie sur le nombre d'employés est la plus souvent utilisée. En effet, le nombre d'employés est une donnée plus facile à obtenir des entreprises sondées, qui permet d'effectuer des comparaisons internationales. Par conséquent, dans le présent rapport, une PME est définie comme un établissement commercial qui compte entre 1 et 499 travailleurs rémunérés. Plus spécifiquement :

- une petite entreprise compte de 1 à 99 employés rémunérés⁶;
- une entreprise moyenne compte de 100 à 499 employés rémunérés;
- une grande entreprise compte 500 employés rémunérés ou plus.

3. Les travailleurs autonomes peuvent être ou non constitués en société et recourir ou non à une aide rémunérée.

4. Les entreprises « indéterminées » comprennent des travailleurs autonomes et contractuels.

5. Voir aussi les exclusions liées à la population cible de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2011.

6. On constate également au sein de ce groupe d'autres décompositions. Par exemple, les entreprises comptant de 1 à 4 employés sont définies comme étant des micro-entreprises.

I. Caractéristiques des PME et de leurs propriétaires

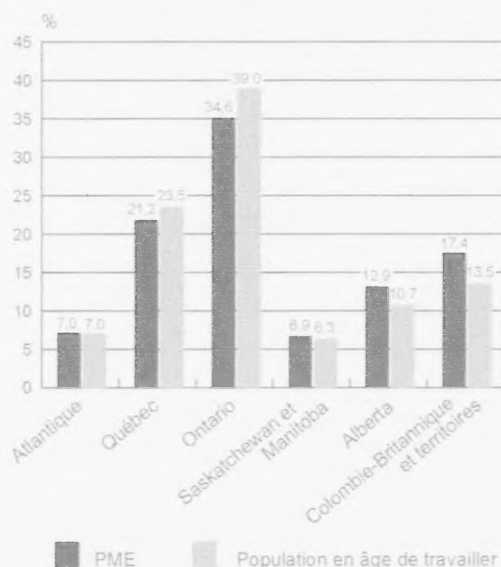
Quelles sont les caractéristiques des PME canadiennes?

La répartition des PME par région, secteur, taille et âge de l'entreprise est présentée aux figures 1 à 4.

En 2011, il y avait au Canada environ 1,1 million de PME avec salariés. L'emplacement de ces entreprises dépendait principalement de la densité de population et d'autres facteurs, comme la concentration sectorielle. La figure 1 compare la répartition des PME par région. La répartition géographique des PME est proportionnelle à la répartition générale de la population en âge de travailler, la majorité des entreprises (55,8 %) étant situées en Ontario et au Québec.

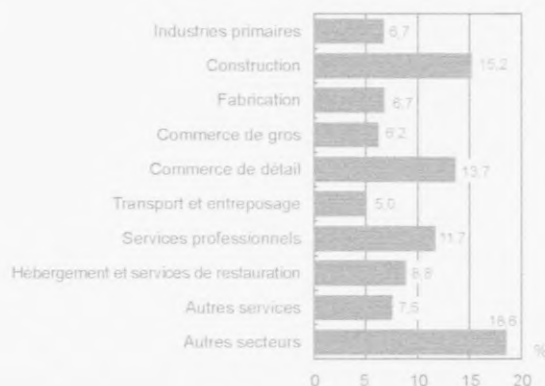
L'évaluation de la répartition sectorielle des PME au Canada en 2011 a révélé que 71,4 % des PME exerçaient leurs activités dans le secteur des services (figure 2), notamment 13,7 % dans le secteur du commerce de détail, 11,7 % dans celui des services professionnels et 18,6 % dans la catégorie « autres secteurs ». Les PME restantes évoluaient dans le secteur producteur de biens (28,6 %), dont 6,7 % dans les industries primaires, 15,2 % dans la construction et 6,7 % dans la fabrication.

Figure 1 : Répartition des PME et de la population en âge de travailler, par région, 2011



Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, 2011.

Figure 2 : Répartition des PME selon le secteur, 2011



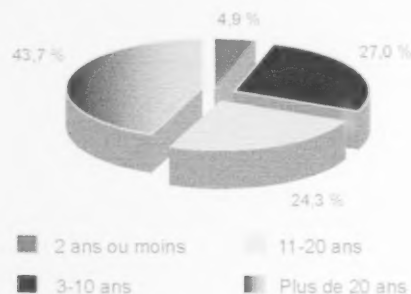
Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Note : Les « autres secteurs » incluent les soins de santé et l'assistance sociale, l'industrie de l'information et l'industrie culturelle, et les arts, les spectacles et les loisirs.

Figure 3 : Répartition des PME selon la taille de l'entreprise, 2011



Figure 4 : Répartition des PME selon l'âge de l'entreprise, 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Selon les résultats de l'enquête, les petites entreprises représentent la majorité (99 %) des PME au Canada (figure 3). Environ la moitié des PME (53 %) étaient des micro-entreprises (1 à 4 employés), tandis que seulement 1 % étaient des entreprises de taille moyenne (entre 100 et 499 employés).

En 2011, 4,9 % des PME exerçaient leurs activités depuis deux ans ou moins (figure 4), 27 % depuis trois à dix ans et 24,3 % depuis 11 à 20 ans. Environ 43,7 % des PME étaient en affaires depuis plus de 20 ans.

Quelles sont les caractéristiques des propriétaires de PME?

La répartition des PME selon le niveau de scolarité du propriétaire, son âge, son expérience en gestion d'entreprise et sa langue maternelle est présentée aux figures 5 à 8.

En 2011, la majorité des propriétaires de PME (66,7 %) avaient fait des études postsecondaires (figure 5). Environ 32,1 % des propriétaires de PME détenaient un diplôme collégial, tandis que 23,8 % étaient titulaires d'un diplôme d'études secondaires. Moins de 10 % avaient un niveau de scolarité inférieur au diplôme d'études secondaires.

Environ 1,6 % des propriétaires de PME au Canada avaient moins de 30 ans (figure 6), et moins de 11 % avaient entre 30 ans et 39 ans. Environ la moitié des propriétaires (48,4 %) avaient entre 50 et 64 ans.

Seulement 5 % des propriétaires de PME comptaient moins de cinq années d'expérience en gestion (figure 7), environ 18 % possédaient entre cinq et neuf années d'expérience en gestion et 77 %, au moins dix années d'expérience.

Environ les trois quarts des propriétaires de PME (78 %) étaient nés au Canada. L'anglais était la langue maternelle de la majorité des propriétaires (61 %); le français était la langue maternelle de 22 % des propriétaires (figure 8).

Figure 5 : Répartition des PME selon le niveau de scolarité du propriétaire, 2011

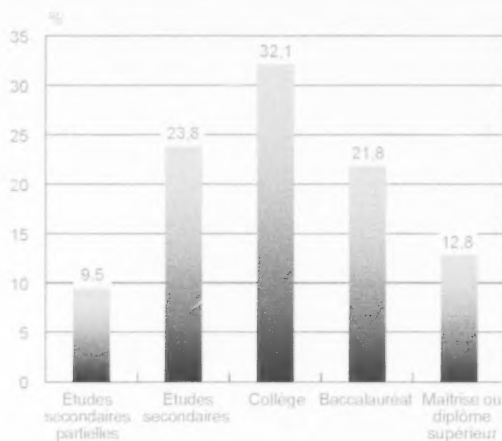
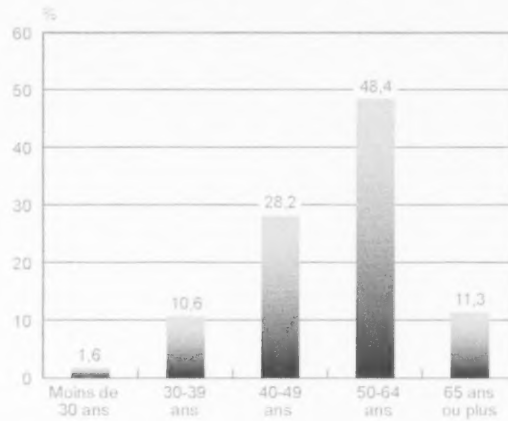


Figure 6 : Répartition des PME selon l'âge du propriétaire, 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011

Figure 7 : Répartition des PME selon l'expérience en gestion d'entreprise du propriétaire, 2011

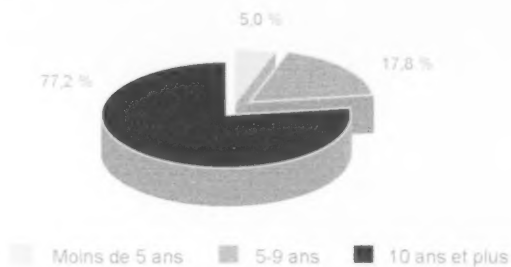
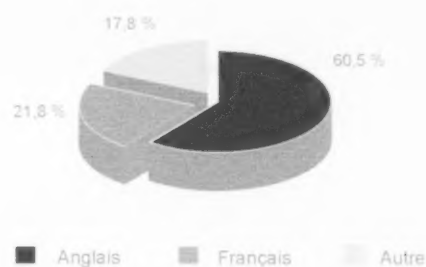


Figure 8 : Répartition des PME selon la langue maternelle du propriétaire, 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

II. Besoins de financement

À quelles sources de financement externe les PME canadiennes ont-elles eu recours en 2011?

Les besoins de financement des entreprises évoluent à mesure qu'elles vieillissent et prennent de l'essor. En 2011, environ 39 % des entreprises en démarrage ont demandé du financement, comparativement à seulement 34 % des entreprises en activité depuis 20 ans ou plus. Les PME en démarrage n'utilisent pas les mêmes sources de financement que les PME bien établies qui ont accumulé des capitaux propres et des biens à affecter en garantie. On distingue deux grandes catégories de sources de financement, soit les sources formelles et informelles. Le financement informel peut inclure les épargnes du propriétaire, les prêts personnels aux propriétaires, et les prêts contractés auprès d'amis, de membres de la famille ou d'employés. Les prêts commerciaux, le crédit-bail, le crédit-fournisseur et les subventions du gouvernement représentent du financement formel.

Souvent, les PME en démarrage n'ont pas de dossier de crédit ni de biens à donner en garantie pour obtenir un prêt. Elles représentent donc un degré de risque que de nombreuses institutions financières ne sont pas prêtes à assumer. Par conséquent, ces entreprises optent généralement pour des sources de financement externe informelles et comptent sur les épargnes personnelles et le crédit pour financer leurs activités.

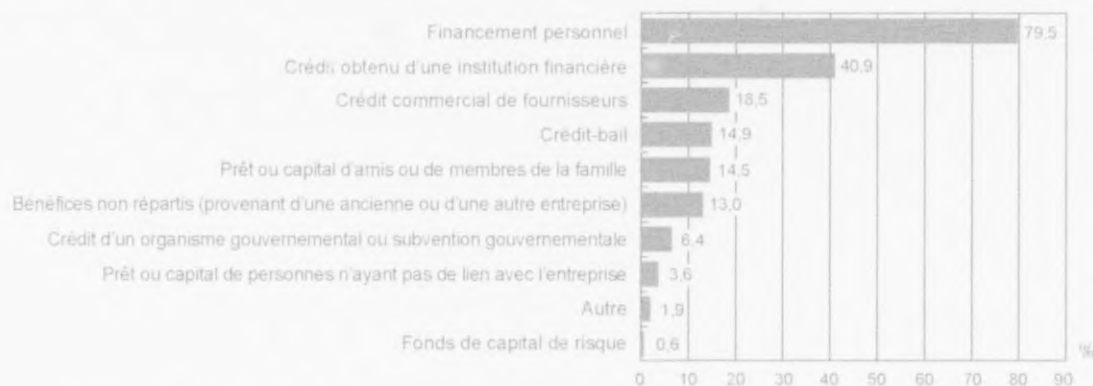
Les épargnes personnelles du propriétaire de l'entreprise (79,5 %) constituent l'instrument de financement le plus souvent utilisé par les PME pour financer leur démarrage, suivies par le crédit obtenu auprès d'institutions financières (40,9 %) (figure 9). Au total, les PME en démarrage ont demandé environ 500 millions de dollars en financement par emprunt en 2011, soit 70 000 \$ par entreprise. Elles ont également eu grandement recours au crédit commercial accordé par les fournisseurs (18,5 %), aux prêts contractés auprès d'amis ou de membres de la famille (14,5 %) et aux bénéfices non répartis d'une ancienne ou d'une autre entreprise (13 %). Environ 14,9 % des PME ont utilisé le crédit-bail pour appuyer leur démarrage. En 2011, les demandes de crédit-bail par les PME en démarrage ont totalisé 102 millions de dollars, soit 48 000 \$ par entreprise. Par ailleurs, 6,4 % des PME ont eu recours aux subventions et au crédit d'un organisme gouvernemental, et seulement 0,6 % d'entre elles ont fait appel à des fonds de capital de risque pour financer leur démarrage.

Les instruments de financement employés pour financer l'acquisition d'entreprises⁷ incluaient le financement personnel (66,8 %), le crédit obtenu d'une institution financière (54 %) et les prêts ou le capital d'amis (21,8 %) (figure 10). Ces résultats confirment l'importance du financement

7. Une opération commerciale par laquelle l'entreprise acquéreuse achète la plupart, voire la totalité des actions de l'entreprise visée en vue d'en obtenir le contrôle.

non seulement pour le démarrage, mais aussi pour l'acquisition d'entreprises. Les bénéfices non répartis provenant d'une ancienne entreprise (16,5 %) constituaient une autre source importante de financement pour les acquisitions d'entreprises. Seul un petit pourcentage d'entreprises a utilisé d'autres instruments (5,8 %) ou des fonds de capital de risque (1,3 %).

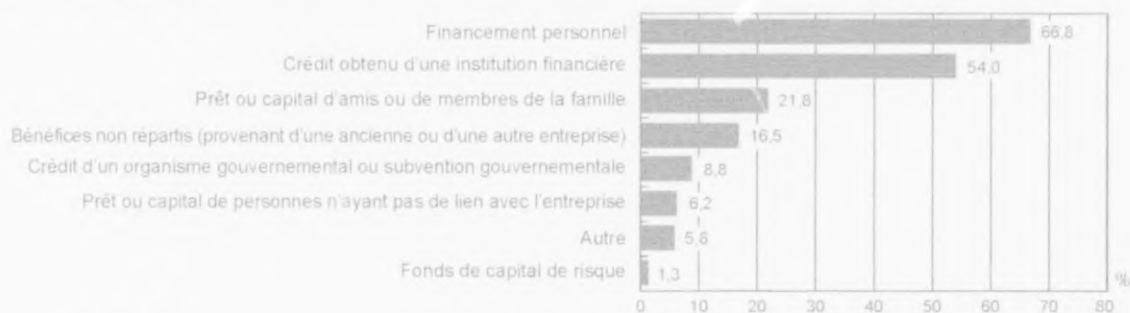
Figure 9 : Instruments de financement utilisés pour le démarrage, 2011*



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

*Comme plusieurs réponses étaient possibles, le total des estimations ne correspond pas à 100 %.

Figure 10 : Instruments de financement utilisés pour les acquisitions d'entreprises, 2011*



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

*Comme plusieurs réponses étaient possibles, le total des estimations ne correspond pas à 100 %.

Les propriétaires ont besoin d'un financement non seulement pour l'acquisition et le lancement de leur entreprise, mais également pour les activités courantes. La figure 11 présente les instruments de financement utilisés par les PME pour leurs activités courantes au Canada en 2007⁸.

8. Ces données n'ont pas été recueillies en 2011.

Les prêts commerciaux ou personnels obtenus auprès d'institutions financières (64 %) constituaient l'instrument de financement le plus important utilisé. Les sources de financement informelles, comme les bénéfices non répartis (57 %) et les épargnes personnelles des propriétaires d'entreprise (54 %) ont également été fortement utilisées pour les activités courantes. Le microcrédit (2 %) et les prêts des employés (1 %) ont été utilisés par quelques PME, mais en général, de façon minimale uniquement. Sept pour cent des PME ont eu recours aux prêts du gouvernement pour leurs activités courantes.

Figure 11 : Instruments de financement utilisés pour les activités courantes, 2007*



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

*Comme plusieurs réponses étaient possibles, le total des estimations ne correspond pas à 100 %.

Quelle est la proportion de PME qui a eu recours à du financement externe?

Dans l'ensemble, 36 % des PME ont demandé un financement externe en 2011. Le taux de demande de financement par emprunt s'élevait à 25,5 %, par rapport à 13 % en 2007 (figure 12)⁹. La valeur totale des demandes s'élevait à plus de 25 milliards de dollars, soit environ 184 000 \$ par entreprise. Quelque 7 % des PME ont demandé un crédit-bail en 2011, ce qui représente une baisse importante par rapport à 2007 (17 %). La valeur totale des demandes de crédit-bail se chiffrait à 2,5 milliards de dollars, soit approximativement 67 000 \$ par entreprise. Environ 2,3 % des PME ont demandé un financement par capitaux propres et environ 8 %, un crédit commercial. Enfin, environ 4 % des PME ont demandé du financement à un gouvernement¹⁰ en 2011, par rapport à 10 % en 2007.

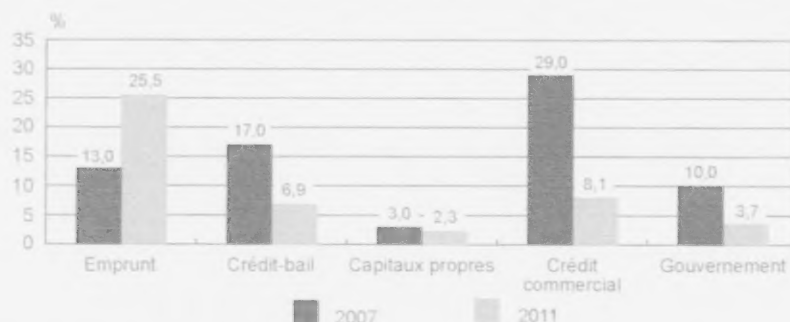
Parmi les différentes catégories d'entreprises, celles ayant les demandes de financement les plus élevées étaient généralement les entreprises comptant un plus grand nombre d'employés,

9. Pour calculer les taux de demande, on divise le nombre de PME qui ont demandé un financement par le nombre de PME de la population visée par l'enquête.

10. Le financement d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental inclut les prêts directs, les garanties de prêt, les subventions, les prêts sans intérêt, les contributions non remboursables et les capitaux propres.

les entreprises axées sur l'exportation et les entreprises innovatrices (voir l'annexe, tableau 1). Par ailleurs, ces entreprises avaient généralement davantage l'intention de prendre de l'expansion et d'augmenter leurs ventes sur les marchés intérieurs et internationaux.

Figure 12 : Taux de demande de financement selon le type de financement, 2007 et 2011

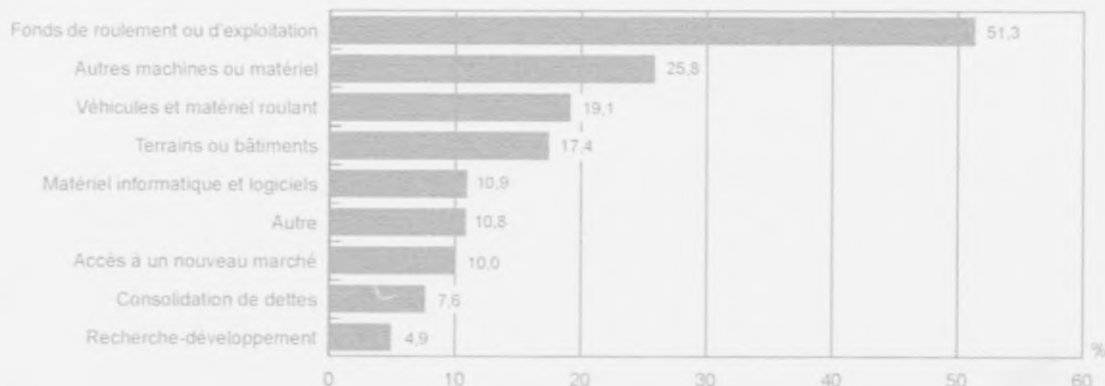


Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007; Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Pour quelles raisons les PME ont-elles cherché à obtenir du financement externe?

En 2011, les PME avaient l'intention de recourir au financement par emprunt principalement pour constituer leur fonds de roulement (51,3 %) et pour acheter des machines ou du matériel (25,8 %) ou encore des véhicules (19,1 %) (figure 13). Parmi les autres utilisations prévues, mentionnons l'achat de terrains et de bâtiments (17,4 %) et celui de matériel informatique et de logiciels (10,9 %). Dans une moindre mesure, les PME comptaient utiliser le financement par emprunt pour financer la consolidation de dettes (7,6 %) et la recherche-développement (4,9 %).

Figure 13 : Utilisations prévues du financement par emprunt, 2011*

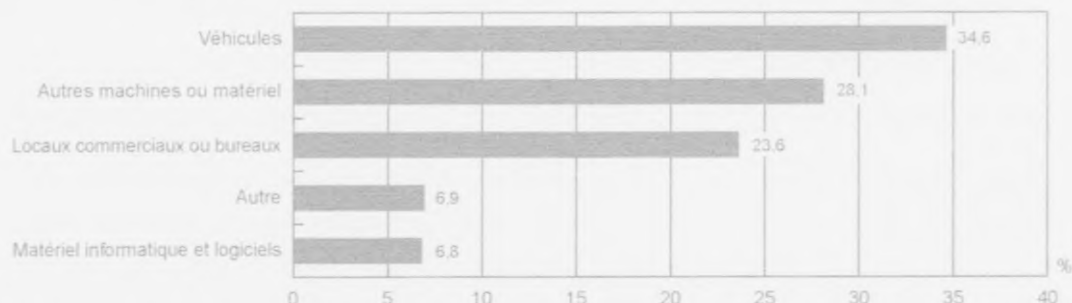


Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011

*Comme plusieurs réponses étaient possibles, le total des estimations ne correspond pas à 100 %.

Les PME avaient l'intention d'utiliser le crédit-bail principalement pour louer des véhicules (34,6 %) et des machines ou du matériel (28,1 %), et pour louer des locaux commerciaux ou des bureaux (23,6 %) (figure 14). Dans une moindre mesure, elles comptaient utiliser le crédit-bail pour louer du matériel informatique et des logiciels (6,8 %).

Figure 14 : Utilisations prévues du crédit-bail, 2011*



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Pour quelles raisons des PME n'ont-elles pas cherché à obtenir du financement?

La principale raison invoquée par les propriétaires d'entreprise était qu'ils n'en avaient pas besoin (88 %) (figure 15). Ce résultat est presque identique à celui enregistré les années précédentes. Parmi les autres raisons, mentionnons un processus de demande trop difficile ou long (2,4 %), et le coût trop élevé du financement (1,1 %). Par ailleurs, 2,9 % des PME n'avaient pas demandé de financement car elles pensaient que leur demande serait refusée. Ces emprunteurs sont appelés « emprunteurs découragés »¹¹. Le fait que les emprunteurs découragés ne sont pas pris en considération dans les taux de demande généraux pourrait signifier que ces taux sous-estiment les véritables besoins de financement des PME.

Il est intéressant de noter que les entreprises ayant les plus grands besoins de financement, c'est-à-dire les jeunes entrepreneurs, les exportateurs et les innovateurs, étaient également les plus découragées. Ainsi, quelque 6,6 % des entreprises qui étaient en activité depuis deux ans ou moins étaient découragées par rapport à seulement 1,2 % des entreprises en activité depuis 20 ans ou plus. De même, environ 3,6 % des entreprises à vocation exportatrice étaient découragées par rapport à 2,8 % des entreprises non exportatrices (voir l'annexe, tableau 1).

11. Selon les travaux de recherche, les emprunteurs découragés disposent probablement de la capacité et de l'information voulues pour évaluer de manière plus réaliste leurs chances d'approbation. Par conséquent, ils peuvent décider de ne pas présenter de demande car ils savent qu'ils sont plus susceptibles de se voir refuser un financement.

Figure 15 : Raisons pour lesquelles aucun financement n'est demandé



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011

Auprès de quelles institutions financières les PME ont-elles cherché à obtenir du financement?

D'après la répartition des prêts consentis aux PME en fonction de la valeur, les banques à charte canadiennes ont accordé près de la moitié (49,2 %) de l'ensemble des prêts en 2011 (figure 16)¹². Les coopératives de crédit ou caisses populaires (17,4 %) venaient au deuxième rang. Les sociétés de financement étaient également des fournisseurs importants, accordant 14,7 % de l'ensemble des prêts aux PME.

La majorité des prêts, mesurés en fonction du nombre de prêts, ont été accordés par des banques à charte canadiennes (71,7 %), des sociétés de financement (12,7 %) et des coopératives de crédit ou caisses populaires (9,3 %) (figure 17).

Figure 16 : Valeur des prêts selon le type d'institution financière

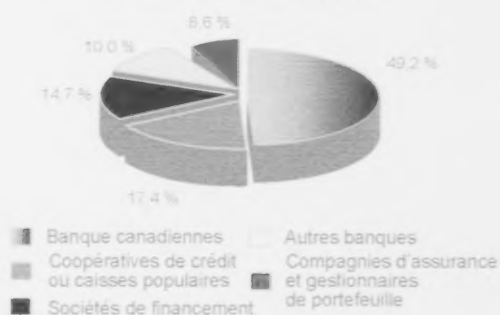
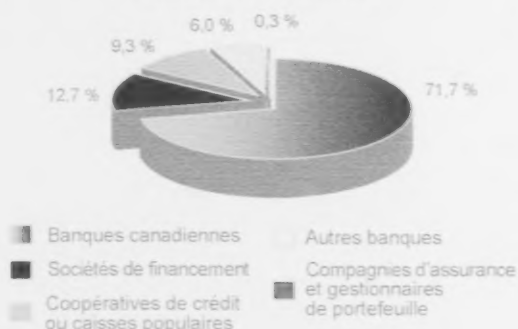


Figure 17 : Nombre de prêts selon le type d'institution financière



Source : Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2011.

Note : Le total peut ne pas correspondre à 100 % du fait que les chiffres ont été arrondi.

12. Pour les figures 16 et 17, les PME sont définies comme des entreprises dont la limite d'autorisation de prêt est inférieure à 5 millions de dollars.

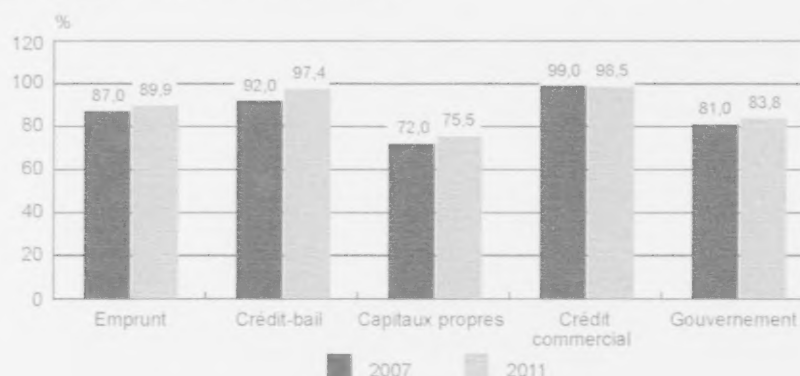
III. Accès des PME au financement

Combien de PME ont-elles reçu le financement qu'elles avaient demandé?

Dans l'ensemble, les taux d'approbation du financement des PME en 2011 s'élevaient à 89,9 % pour le financement par emprunt, à 97,4 % pour le crédit-bail, à 75,5 % pour le financement par capitaux propres, à 98,5 % pour le crédit commercial et à 83,8 % pour le financement par un gouvernement (figure 18)¹³. Depuis 2007, les taux d'approbation ont augmenté dans toutes les catégories, sauf le crédit commercial. Le montant total approuvé pour le financement par emprunt en 2011 s'élevait à 23,5 milliards de dollars, soit 172 000 \$ par entreprise. Il se chiffrait à 2,5 milliards de dollars, soit 65 000 \$ par entreprise, pour le crédit-bail et à 3,3 milliards, 4,1 milliards et 2,3 milliards respectivement pour le financement par capitaux propres, le crédit commercial et le financement par un gouvernement, soit respectivement 293 000 \$, 91 000 \$ et 123 000 \$ par entreprise.

Dans l'ensemble, le financement par emprunt représentait 65,8 % de la valeur totale du financement accordé aux PME en 2011, par rapport à 7,0 % pour le crédit-bail, à 9,2 % pour le financement par capitaux propres, à 11,5 % pour le crédit commercial et à 6,4 % pour le financement accordé par un gouvernement.

Figure 18 : Taux d'approbation du financement



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

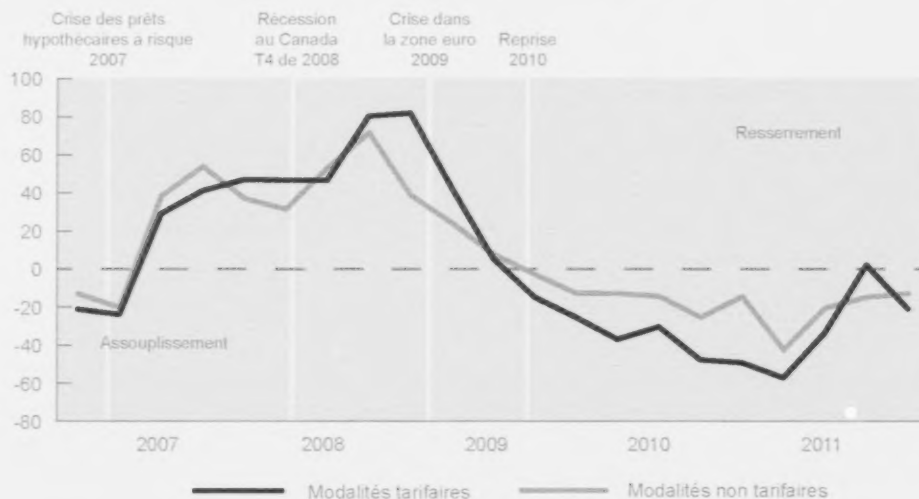
13. Pour calculer les taux d'approbation, on divise le nombre de PME dont la demande de financement a été approuvée (entièrement ou partiellement) par le nombre de PME qui ont présenté une demande de financement.

Comment l'accès au financement a-t-il évolué entre 2007 et 2011?

Les résultats de l'*Enquête auprès des responsables du crédit* de la Banque du Canada de 2007 à 2011 sont présentés à la figure 19. L'enquête recueille l'opinion des responsables du crédit au sein de certaines institutions financières. Le resserrement ou l'assouplissement est mesuré d'après l'opinion prépondérante que l'on obtient en calculant la différence entre les réponses de « resserrement » et d'« assouplissement ». La mesure de l'opinion prépondérante est divisée en facteurs tarifaires et facteurs non tarifaires. Les facteurs tarifaires incluent les taux d'intérêt sur les prêts, tandis que les facteurs non tarifaires incluent les normes générales ou les modalités du crédit, comme les biens affectés en garantie.

En raison de divers chocs économiques, les conditions du crédit ont été volatiles entre 2007 et 2011. La crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis en 2007, qui a précédé la crise dans la zone euro, a entraîné un resserrement mondial des conditions du crédit. L'économie canadienne n'a pas été immédiatement touchée par ces crises. En 2007, toutefois, le marché du crédit au Canada s'est durci et cette tendance s'est poursuivie pendant la majeure partie de 2009, alors que l'économie entrait en récession. Quand l'économie a commencé à se rétablir en 2010, les conditions du crédit se sont assouplies et, à la fin de 2011, cette détente se poursuivait.

Figure 19 : Conditions du crédit — modalités tarifaires et non tarifaires



Source : Banque du Canada, *Enquête auprès des responsables du crédit*, 2011.

Quels types de garantie étaient exigés par les institutions financières?

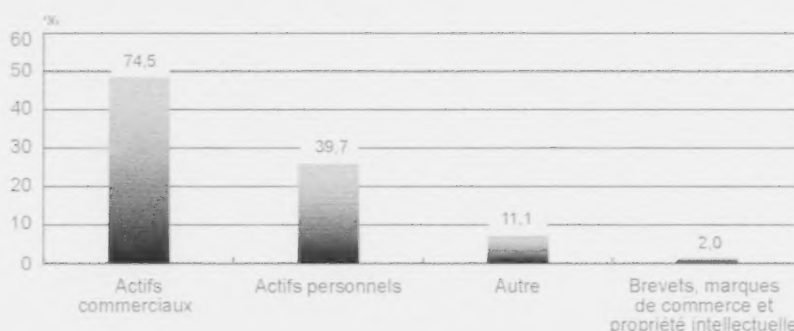
Souvent, les institutions financières exigent que les PME voulant obtenir du financement affectent des biens en garantie, comme des terrains, des bâtiments ou d'autres actifs

commerciaux ou personnels. Le montant de la garantie exigée dépend directement du risque perçu de non-paiement. En 2011, 65 % des PME qui cherchaient à obtenir du financement avaient dû donner un bien en garantie, comparativement à 49 % en 2007, ce qui témoigne des normes de souscription plus strictes des prêteurs en 2011.

Les résultats de 2011 montrent également que le secteur et la taille de l'entreprise influent généralement sur la demande de garantie; ainsi, 76,6 % des PME comptant entre 100 et 499 employés ont dû fournir une garantie, comparativement à 63,2 % des entreprises comptant de un à quatre employés. De plus, 36 % des PME évoluant dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration ont été tenues de fournir une garantie, comparativement à 82,3 % des PME exerçant leurs activités dans le secteur primaire. Le faible taux de demande de garantie dans certains secteurs s'explique en partie par le fait que les entreprises de ces secteurs ont présenté moins de demandes d'hypothèques et de financement à terme et plus de demandes de cartes de crédit et de marges de crédit, étant donné que ces deux instruments de financement sont plus faciles à obtenir sans garantie.

Les actifs commerciaux constituaient le principal type de biens (74,5 %) donnés en garantie par les PME en 2011, suivis des actifs personnels des propriétaires (39,7 %), d'autres types de garanties (11,1 %) et de la propriété intellectuelle (2 %) (figure 20).

Figure 20 : Types de biens affectés en garantie, 2011*



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

*Comme plusieurs réponses étaient possibles, le total des estimations ne correspond pas à 100 %.

Il est intéressant de noter que certaines catégories d'entreprises plus susceptibles d'avoir à donner des biens en garantie étaient également plus susceptibles de profiter d'un taux d'intérêt plus faible sur les prêts. Par exemple, même si 82,3 % des entreprises du secteur primaire ont dû donner un bien en garantie par rapport à 36 % des entreprises du secteur de l'hébergement et des services de restauration, elles ont également payé en moyenne un taux d'intérêt de 1,5 % inférieur sur leurs emprunts. De même, alors que 76,6 % des entreprises comptant entre 100 et 499 employés ont dû donner un bien en garantie par rapport 63,2 % des entreprises

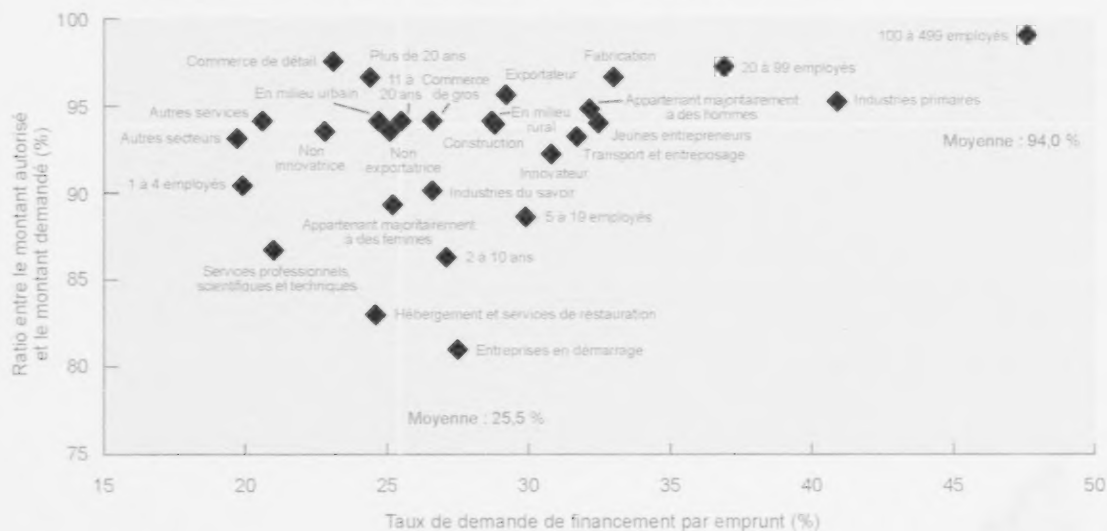
comptant entre un et quatre employés, elles ont obtenu en moyenne un taux d'intérêt de 2,3 % inférieur sur leurs emprunts.

Pour quel type de PME le financement par emprunt a-t-il été le plus difficile à obtenir?

À la figure 21, le taux de demande de financement par emprunt est comparé avec le ratio du montant autorisé sur le montant demandé, selon le secteur, la taille de l'entreprise, le sexe du propriétaire, la vocation exportatrice, l'âge de l'entreprise et l'activité d'innovation. Le taux de demande moyen pour toutes les PME en 2011 s'élevait à 25,5 %, et le ratio moyen entre le montant autorisé et le montant demandé se chiffrait à 94,0 %.

Les entreprises en démarrage (en activité depuis deux ans ou moins) avaient plus de difficulté à obtenir le financement dont elles avaient besoin, le taux de demande étant d'environ 27,5 % et le ratio du montant autorisé sur le montant demandé étant d'environ 81 %. En outre, les jeunes entreprises (en activité depuis 2 à 10 ans) avaient un taux de demande de 27,1 % et un ratio de 86,3 %. Le secteur de l'hébergement et des services de restauration enregistrait le ratio le plus faible de tous les secteurs, soit 83 %. Les entreprises appartenant majoritairement à des femmes (qui détenaient entre 50 % et 100 % de la propriété de l'entreprise) avaient un taux de demande de 25,2 % et un ratio de 89,3 %, comparativement à un taux de demande de 32,2 % et à un ratio de 94,7 % pour les entreprises appartenant majoritairement à des hommes. Les entreprises ayant le plus facilement accès au financement étaient celles comptant un plus grand nombre d'employés ou évoluant dans les secteurs primaire et de la fabrication.

Figure 21 : Ratio entre le montant autorisé et le montant demandé par rapport au taux de demande de financement par emprunt, selon la catégorie de PME, 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

Il est intéressant de noter que les entreprises qui avaient le plus de difficulté à avoir accès au financement – c'est-à-dire les entreprises en démarrage, les petites entreprises, les entreprises du savoir, les entreprises de l'hébergement et des services de restauration et les entreprises des services professionnels – avaient également tendance à avoir moins de biens à donner en garantie.

Pour quelles raisons le financement par emprunt était-il refusé aux PME?

La raison la plus souvent citée par les propriétaires d'entreprise pour expliquer le refus du financement par emprunt était une garantie insuffisante (47,6 %) (figure 22). Le degré de risque du projet (36,8 %) et un chiffre d'affaires ou un flux de trésorerie insuffisants (35,9 %) étaient deux autres raisons souvent citées pour expliquer le refus du financement. L'évolution dans une industrie instable (31,4 %) ou de mauvais antécédents de crédit ou l'absence d'antécédents de crédit (21,4 %) ont également été souvent cités. L'évolution dans une industrie instable constituait particulièrement un problème dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration, où pour 86 % des PME à qui l'on avait refusé le financement, la raison donnée était que leur secteur était jugé trop instable.

Figure 22 : Raisons pour lesquelles le financement par emprunt a été refusé aux PME, 2011*



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

*Comme plusieurs réponses étaient possibles, le total des estimations ne correspond pas à 100 %.

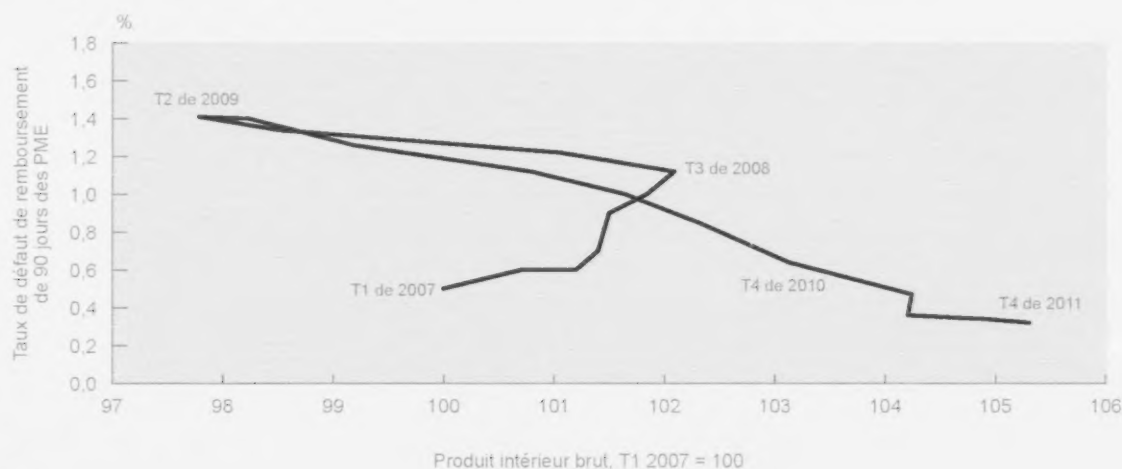
Quel pourcentage de PME ont accusé un retard dans le remboursement de leur emprunt?

Les entreprises en défaut sont celles qui accusent un retard dans le remboursement du capital ou des intérêts aux prêteurs. Les taux de défaut de remboursement de 90 jours des PME en fonction de l'évolution du produit intérieur brut pour la période 2007-2011 sont présentés à la figure 23. Cette figure s'avère particulièrement utile pour mettre en lumière les problèmes de liquidité des PME.

Au premier trimestre de 2007, avant la récession, le taux de défaut de remboursement des PME s'élevait à 0,53 %. À mesure que la récession s'intensifiait, de nombreuses PME ont commencé à avoir des problèmes de liquidité. Par conséquent, leur taux de défaut de remboursement a augmenté pour atteindre un sommet de 1,41 % au deuxième trimestre de 2009. Les taux sont demeurés élevés pendant presque toute l'année 2009 et au début de 2010. Quand l'économie a repris de la vigueur, le taux de défaut de remboursement a diminué et, à la fin de 2011, il était revenu aux niveaux d'avant la récession (0,32 %).

Si l'on tient compte de toute la période 2007-2011, le taux de défaut de remboursement de 90 jours des petites entreprises s'élevait en moyenne à 0,96 %, par rapport à 0,22 % pour les moyennes entreprises. Ceci explique en partie pourquoi les petites entreprises enregistraient un taux d'approbation des prêts et un ratio entre le montant autorisé et le montant demandé plus bas que ceux des moyennes entreprises. Un taux de défaut de remboursement de 90 jours supérieur à la moyenne pour les entreprises du secteur de l'hébergement et des services de restauration (1,99 %) explique également pourquoi les entreprises de ce secteur ont eu relativement plus de difficulté à avoir accès au financement.

Figure 23 : Taux de défaut de remboursement de 90 jours des PME, de 2007 à 2011

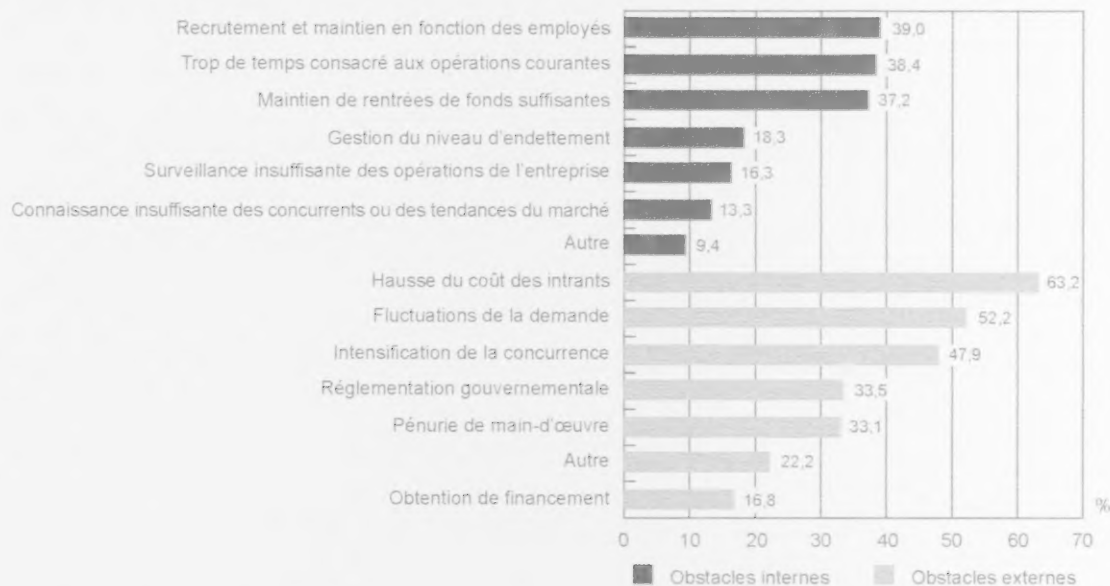


Sources : PayNet Inc.; Statistique Canada et calculs d'Industrie Canada.

Dans quelle mesure l'accès au financement a-t-il constitué un obstacle à la croissance des PME?

Une comparaison des obstacles internes et externes à la croissance pour les PME canadiennes est présentée à la figure 24. Le recrutement et le maintien en fonction des employés constituait l'obstacle interne le plus important pour les PME (39 %), en particulier pour les entreprises de taille moyenne (57,2 %). C'était également un obstacle important pour 58,3 % des entreprises évoluant dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration. Le fait de consacrer trop de temps aux opérations courantes constituait un autre obstacle important à la croissance (38,4 %). Le maintien de rentrées de fonds suffisantes (37,2 %), la gestion du niveau d'endettement (18,3 %) et une surveillance insuffisante des opérations de l'entreprise (16,3 %) ont également été cités comme des obstacles importants à la croissance, en particulier par les jeunes entreprises et les entreprises innovatrices du Canada. Une connaissance insuffisante des concurrents ou des tendances du marché constituait une préoccupation importante pour les entreprises du secteur des industries du savoir, mais un obstacle interne de moindre importance (13,3 %) pour les PME en général.

Figure 24 : Obstacles à la croissance*



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2011.

*Comme plusieurs réponses étaient possibles, le total des estimations ne correspond pas à 100 %.

Parmi les entreprises de toutes tailles et de presque tous les secteurs, le plus grand obstacle externe à la croissance était le coût croissant des intrants (63,2 %). Seules les entreprises du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques étaient davantage préoccupées

par les fluctuations de la demande. Dans l'ensemble, l'intensification de la concurrence constituait un autre obstacle externe important à la croissance (47,9 %), qui préoccupait particulièrement les entreprises des secteurs suivants : commerce de gros, commerce de détail, et hébergement et services de restauration. Environ 33,5 % des PME ont signalé que la réglementation gouvernementale constituait un obstacle important à la croissance. Enfin, les PME estimaient dans l'ensemble que l'obtention d'un financement, tout en demeurant important, constituait l'obstacle externe le moins préoccupant (16,8 %). Ce pourcentage est presque identique à celui observé en 2007. Les PME jugeant que l'obtention de financement constituait une préoccupation relativement grande étaient généralement les entreprises petites, jeunes, innovatrices ou axées sur l'exportation ou la croissance.

Il est également intéressant de noter que certaines catégories d'entreprises qui étaient plus susceptibles de demander un financement, c'est-à-dire les entreprises de fabrication, les jeunes entrepreneurs, les entreprises en démarrage et les innovateurs, étaient également plus nombreuses à citer l'accès au financement comme un obstacle à la croissance.

Conclusion

Les constatations présentées dans le rapport confirment que les PME ont d'importants besoins de financement. Selon l'information recueillie auprès de presque 10 000 répondants, 36 % des PME ont demandé un financement externe en 2011 et obtenu des fonds de près de 36 milliards de dollars. L'emprunt représentait le principal type de financement recherché. Les entreprises dont le taux de demande de financement était le plus élevé étaient généralement des entreprises comptant un plus grand nombre d'employés, des entreprises axées sur l'exportation, des jeunes entrepreneurs ou des entreprises innovatrices. Elles étaient également plus susceptibles de vouloir prendre de l'essor et avaient davantage l'intention d'augmenter leurs ventes sur de nouveaux marchés nationaux et internationaux. Les résultats montrent également que la capacité d'une entreprise à avoir accès au financement variait selon son âge, le secteur dans lequel elle évoluait et son degré d'intensité d'innovation. Les entreprises qui avaient le plus de difficulté à accéder au financement étaient les entreprises en démarrage, les entreprises innovatrices et celles du secteur de l'hébergement et des services de restauration. Les données ont révélé que les entreprises ayant moins de biens à affecter en garantie et celles évoluant dans des secteurs où le taux de défaut de remboursement était relativement élevé avaient également plus de difficulté à obtenir un financement.

Les résultats détaillés de l'enquête font ressortir la possibilité d'effectuer une étude plus approfondie. On continuera d'élaborer des projets de recherche reposant sur les données de l'enquête afin d'aider le gouvernement à mieux comprendre les problèmes de financement des PME et d'appuyer l'élaboration de politiques.

Annexe : Données de l'enquête

Tableau 1 : Taux de demande de financement externe et raisons pour lesquelles des entreprises n'ont pas cherché à obtenir du financement externe

		A demandé un financement externe en 2011	N'a pas demandé de financement externe en 2011	Raison pour laquelle des entreprises n'ont pas demandé de financement externe en 2011				
				Pas besoin de financement	Pensait que la demande serait refusée	La demande de financement était trop difficile ou prenait trop de temps	Coût du financement trop élevé	Autre
Toutes les PME	1-499 employés	36,0	64,0	88,0	2,9	2,4	1,1	5,6
Effectif (nombre d'employés)	1-4	28,8	71,2	87,7	3,4	2,4	1,0	5,5
	5-19	41,7	58,3	87,7	2,3	2,6	1,4	6,1
	20-99	51,1	48,9	91,1	X	X	X	5,2
	100-499	60,7	39,3	95,0	X	X	X	1,7
Région	Atlantique	35,5	64,5	86,9	2,8	4,8	1,3	4,3
	Québec	36,1	63,9	88,9	3,2	2,0	1,3	4,6
	Ontario	35,0	65,0	88,9	3,0	2,3	1,1	4,7
	Prairies	40,3	59,7	88,9	2,7	1,9	1,1	5,4
	Colombie-Britannique et territoires	33,3	66,7	84,9	2,3	2,4	1,0	9,4
Industrie	Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)*, Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21)	51,6	48,4	89,8	2,4	X	X	5,9
	Construction (SCIAN 23)	41,3	58,7	90,0	2,3	X	X	5,4
	Fabrication (SCIAN 31-33)	45,1	54,9	86,7	3,4	1,7	1,9	6,3
	Commerce de gros (SCIAN 41)	40,7	59,3	87,6	2,3	2,6	1,3	6,3
	Commerce de détail (SCIAN 44-45)	33,6	66,4	85,7	4,2	3,3	1,6	5,3
	Transport et entreposage (SCIAN 48-49)	43,9	56,1	88,6	5,1	1,7	1,5	3,2
	Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	28,6	71,4	92,1	1,3	X	X	3,8
	Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	34,4	65,6	79,6	4,1	X	X	11,9
	Autres services (SCIAN 81)	31,6	68,4	84,0	4,6	4,8	1,3	5,2
	Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62), Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)	28,2	71,8	90,8	1,7	1,9	0,9	4,7
	Industries du savoir	36,3	63,7	90,2	X	X	X	3,9
Emplacement	Rural	38,5	61,5	86,9	3,5	2,6	1,5	5,6
	Urbain	35,4	64,6	88,3	2,7	2,3	1,1	5,6
Statut d'exportation	Exportateur	44,3	55,7	89,6	3,6	1,7	1,7	3,4
	Non-exportateur	35,1	64,9	87,9	2,8	2,4	1,1	5,9

		A demandé un financement externe en 2011	N'a pas demandé de financement externe en 2011	Raison pour laquelle des entreprises n'ont pas demandé de financement externe en 2011				
				Pas besoin de financement	Pensait que la demande serait refusée	La demande de financement était trop difficile ou prenait trop de temps	Coût du financement trop élevé	Autre
		Pourcentage						
Âge de l'entreprise (année de démarrage et nombre d'années d'existence)	2010-2011 (2 ans ou moins)	39,0	61,0	83,8	6,6	X	X	6,8
	2002-2009 (entre 2 et 10 ans)	37,1	62,9	84,1	4,8	2,4	1,6	7,1
	1992-2001 (plus de 10 ans)	37,9	62,1	87,3	3,0	X	X	5,3
	Avant 1992 (plus de 20 ans)	34,0	66,0	91,1	1,2	1,8	1,0	4,8
Activités d'innovation élaborées ou adoptées	Produit ou service nouveau ou grandement amélioré	44,6	55,4	86,8	3,0	3,2	1,8	5,2
	Méthode ou processus nouveau ou grandement amélioré	46,1	53,9	86,2	3,3	3,5	0,7	6,3
	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes	45,2	54,8	84,2	4,0	3,8	1,4	6,5
	Nouvelle façon de vendre les produits ou services	46,5	53,5	84,7	3,7	2,6	1,3	7,7
	Au moins l'une des quatre innovations susmentionnées	43,6	56,4	86,8	3,1	2,7	1,4	6,0
	Pas d'innovation (aucun des éléments susmentionnés)	32,0	68,0	88,7	2,8	2,0	1,1	5,4
Âge du propriétaire	Moins de 30 ans	43,5	56,5	85,2	X	0,0	X	X
	30-39 ans	43,6	56,4	87,6	2,9	2,4	X	X
	40-49 ans	39,2	60,8	87,3	3,2	3,6	1,1	4,8
	50-64 ans	34,4	65,6	88,7	2,9	1,8	1,2	5,4
	65 ans ou plus	26,8	73,2	87,7	X	2,1	X	7,4
Appartenance à des femmes (%)	0	36,0	64,0	88,5	2,7	2,0	0,8	6,1
	1-49	43,8	56,2	91,6	X	X	X	X
	50	36,6	63,4	87,9	4,0	2,6	1,3	4,3
	51-99	34,2	65,8	91,1	X	X	X	X
	100	28,5	71,5	83,3	4,2	3,9	0,8	7,9
Plus haut niveau de scolarité atteint par le propriétaire	Études secondaires non terminées	40,4	59,6	88,0	3,2	2,0	1,2	5,6
	Études secondaires	34,3	65,7	84,9	3,7	3,5	1,2	6,7
	Collège, cégep ou école de métiers	38,9	61,1	88,6	3,1	2,3	1,2	4,8
	Baccalauréat	37,0	63,0	87,9	2,5	1,5	1,2	6,9
	Maîtrise ou diplôme supérieur	27,2	72,8	92,1	1,3	2,0	0,8	3,7

* Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Note : « X » indique que les estimations ont été supprimées pour respecter les exigences de confidentialité de la *Loi sur les statistiques* ou en raison de leur qualité médiocre.

Tableau 2 : Financement par emprunt

		Financement par emprunt demandé en 2011	Taux général d'approbation (intégrale ou partielle)	Ratio global entre le montant autorisé et le montant demandé
		Pourcentage		
Toutes les PME	1-499 employés	25,5	89,9	94,0
Effectif (nombre d'employés)	1-4	19,9	88,4	90,4
	5-19	29,9	88,5	88,6
	20-99	36,9	97,1	97,2
	100-499	47,6	97,7	99,0
Région	Atlantique	24,2	88,8	94,5
	Québec	29,3	89,1	94,2
	Ontario	23,3	85,9	91,7
	Praries	26,3	94,4	97,2
	Colombie-Britannique et territoires	22,8	93,6	93,9
Industrie	Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)*, Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21)	40,9	96,7	95,2
	Construction (SCIAN 23)	38,8	89,5	93,9
	Fabrication (SCIAN 31-33)	33,0	83,7	96,6
	Commerce de gros (SCIAN 41)	26,6	92,3	94,1
	Commerce de détail (SCIAN 44-45)	23,1	91,0	97,5
	Transport et entreposage (SCIAN 48-49)	31,7	88,5	93,2
	Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	21,0	87,0	86,7
	Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	24,6	85,5	83,0
	Autres services (SCIAN 81)	20,6	90,5	94,1
	Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62), Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)	19,7	86,2	93,1
	Industries du savoir	26,6	X	90,1
Emplacement	Rural	28,7	92,2	94,1
	Urbain	24,7	89,2	94,0
Statut d'exportation	Exportateur	29,2	93,0	95,6
	Non-exportateur	25,1	89,5	93,6

		Financement par emprunt demandé en 2011	Taux général d'approbation (intégrale ou partielle)	Ratio global entre le montant autorisé et le montant demandé
		Pourcentage		
Âge de l'entreprise (année de démarrage et nombre d'années d'existence)	2010-2011 (2 ans ou moins)	27,5	75,8	81,0
	2002-2009 (entre 2 et 10 ans)	27,1	85,1	86,3
	1992-2001 (plus de 10 ans)	25,5	92,6	94,1
	Avant 1992 (plus de 20 ans)	24,4	93,5	96,6
Activités d'innovation élaborées ou adoptées	Produit ou service nouveau ou grandement amélioré	31,9	85,8	89,6
	Méthode ou processus nouveau ou grandement amélioré	32,7	92,1	95,1
	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes	32,3	85,4	92,8
	Nouvelle façon de vendre les produits ou services	31,1	87,6	92,3
	Au moins l'une des quatre innovations susmentionnées	30,8	89,3	92,2
	Pas d'innovation (aucun des éléments susmentionnés)	22,8	90,6	93,5
Âge du propriétaire	Moins de 30 ans	35,5	X	93,3
	30-39 ans	32,0	89,4	94,0
	40-49 ans	28,4	88,6	94,7
	50-64 ans	23,9	90,2	93,7
	65 ans ou plus	17,9	96,3	93,6
Appartenance à des femmes (%)	0	25,2	90,0	95,4
	1-49	32,2	95,7	94,7
	50	26,6	92,6	94,5
	51-99	25,2	X	89,3
	100	19,1	77,4	80,5
Plus haut niveau de scolarité atteint par le propriétaire	Études secondaires non terminées	30,8	89,5	93,0
	Études secondaires	24,6	89,3	94,2
	Collège, cégep ou école de métiers	26,6	89,7	90,3
	Baccalauréat	26,1	91,2	96,6
	Maîtrise ou diplôme supérieur	19,8	89,9	94,7

*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Note : « X » indique que les estimations ont été supprimées pour respecter les exigences de confidentialité de la *Loi sur les statistiques* ou en raison de leur qualité médiocre.

Tableau 3 : Crédit-bail

		Crédit-bail demandé en 2011	Taux général d'approbation (intégrale ou partielle)	Ratio global entre le montant autorisé et le montant demandé
		Pourcentage		
Toutes les PME	1-499 employés	6,9	97,4	96,2
Effectif (nombre d'employés)	1-4	4,3	98,3	98,4
	5-19	8,4	95,7	93,0
	20-99	13,7	X	98,0
	100-499	17,1	X	97,6
Région	Atlantique	5,2	X	99,9
	Québec	4,1	91,1	87,1
	Ontario	6,8	97,0	95,7
	Prairies	9,3	X	98,6
	Colombie-Britannique et territoires	8,2	X	97,9
Industrie	Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)*, Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21)	6,6	97,8	98,3
	Construction (SCIAN 23)	7,4	X	96,2
	Fabrication (SCIAN 31-33)	7,7	90,6	82,8
	Commerce de gros (SCIAN 41)	9,9	X	87,9
	Commerce de détail (SCIAN 44-45)	5,7	X	99,9
	Transport et entreposage (SCIAN 48-49)	12,7	99,2	96,8
	Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	6,5	X	97,3
	Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	4,7	X	99,9
	Autres services (SCIAN 81)	4,7	X	97,9
	Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62), Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)	6,6	X	99,4
	Industries du savoir	6,7	X	75,2
Emplacement	Rural	5,5	99,7	97,2
	Urbain	7,2	97,0	96,0
Statut d'exportation	Exportateur	10,1	95,7	95,2
	Non-exportateur	6,5	97,8	96,5

		Crédit-bail demandé en 2011	Taux général d'approbation (intégrale ou partielle)	Ratio global entre le montant autorisé et le montant demandé
		Pourcentage		
Âge de l'entreprise (année de démarrage et nombre d'années d'existence)	2010-2011 (2 ans ou moins)	7,6	X	75,7
	2002-2009 (entre 2 et 10 ans)	6,9	97,6	97,7
	1992-2001 (plus de 10 ans)	9,0	X	93,9
	Avant 1992 (plus de 20 ans)	5,6	98,4	98,7
Activités d'innovation élaborées ou adoptées	Produit ou service nouveau ou grandement amélioré	8,2	94,7	91,5
	Méthode ou processus nouveau ou grandement amélioré	8,8	96,4	95,9
	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes	9,9	97,4	97,2
	Nouvelle façon de vendre les produits ou services	9,7	97,2	96,4
	Au moins l'une des quatre innovations susmentionnées	8,5	96,4	94,4
	Pas d'innovation (aucun des éléments susmentionnés)	6,1	98,1	97,7
Âge du propriétaire	Moins de 30 ans	5,8	100,0	100,0
	30-39 ans	9,3	97,0	87,7
	40-49 ans	7,6	95,9	95,5
	50-64 ans	6,4	98,1	98,4
	65 ans ou plus	4,8	X	97,7
Appartenance à des femmes (%)	0	6,9	98,1	97,0
	1-49	8,6	X	97,8
	50	7,2	X	95,7
	51-99	7,3	80,9	72,1
	100	4,5	X	99,9
Plus haut niveau de scolarité atteint par le propriétaire	Études secondaires non terminées	8,2	X	93,3
	Études secondaires	6,5	X	99,2
	Collège, cégep ou école de métiers	6,9	99,2	98,4
	Baccalauréat	6,9	95,2	95,9
	Maîtrise ou diplôme supérieur	6,3	X	87,9

*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Note : « X » indique que les estimations ont été supprimées pour respecter les exigences de confidentialité de la Loi sur les statistiques ou en raison de leur qualité médiocre.

Tableau 4 : Crédit commercial, capitaux propres et financement par un gouvernement

		A demandé un crédit commercial en 2011	A demandé un financement par capitaux propres en 2011	A demandé un financement auprès d'un gouvernement en 2011
		Pourcentage		
Toutes les PME	1-499 employés	8,1	2,3	3,7
Effectif (nombre d'employés)	1-4	5,5	1,2	2,3
	5-19	9,6	3,4	4,6
	20-99	15,0	4,2	6,9
	100-499	19,1	3,6	8,4
Région	Atlantique	11,2	1,7	4,9
	Québec	2,0	1,5	6,4
	Ontario	10,4	2,9	3,5
	Prairies	9,5	2,5	2,6
	Colombie-Britannique et territoires	8,1	2,2	1,4
Industrie	Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)*, Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21)	5,8	1,7	11,4
	Construction (SCIAN 23)	12,8	2,7	2,1
	Fabrication (SCIAN 31-33)	13,7	3,4	8,0
	Commerce de gros (SCIAN 41)	14,0	2,9	2,4
	Commerce de détail (SCIAN 44-45)	8,4	1,9	2,3
	Transport et entreposage (SCIAN 48-49)	8,4	2,1	2,9
	Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	3,8	1,9	4,3
	Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	6,0	3,3	3,4
	Autres services (SCIAN 81)	7,5	2,2	2,7
	Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62), Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)	4,7	1,8	2,4
	Industries du savoir	5,1	3,3	8,7
Emplacement	Rural	7,4	1,5	5,0
	Urbain	8,3	2,5	3,3
Statut d'exportation	Exportateur	11,5	4,1	9,7
	Non-exportateur	7,7	2,1	3,0

		A demandé un crédit commercial en 2011	A demandé un financement par capitaux propres en 2011	A demandé un financement auprès d'un gouvernement en 2011
		Pourcentage		
Âge de l'entreprise (année de démarrage et nombre d'années d'existence)	2010-2011 (2 ans ou moins)	6,3	4,6	6,9
	2002-2009 (entre 2 et 10 ans)	7,9	3,4	3,3
	1992-2001 (plus de 10 ans)	8,6	1,9	3,1
	Avant 1992 (plus de 20 ans)	8,1	1,6	3,9
Activités d'innovation élaborées ou adoptées	Produit ou service nouveau ou grandement amélioré	10,6	4,6	6,3
	Méthode ou processus nouveau ou grandement amélioré	13,8	2,8	6,9
	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes	12,3	3,7	5,5
	Nouvelle façon de vendre les produits ou services	13,4	3,0	5,6
	Au moins l'une des quatre innovations susmentionnées	10,9	3,4	5,2
	Pas d'innovation (aucun des éléments susmentionnés)	6,7	1,6	2,8
Âge du propriétaire	Moins de 30 ans	3,4	2,0	6,6
	30-39 ans	9,8	2,4	4,3
	40-49 ans	8,3	2,7	3,6
	50-64 ans	8,2	2,1	3,8
	65 ans ou plus	6,0	2,1	2,4
Appartenance à des femmes (%)	0	8,2	2,2	3,7
	1-49	10,4	2,8	5,2
	50	8,1	2,1	3,3
	51-99	6,3	2,2	4,8
	100	6,0	2,8	2,3
Plus haut niveau de scolarité atteint par le propriétaire	Études secondaires non terminées	7,0	2,8	4,3
	Études secondaires	7,3	1,1	2,9
	Collège, cégep ou école de métiers	9,9	2,4	3,3
	Baccalauréat	8,7	3,0	5,2
	Maîtrise ou diplôme supérieur	5,0	2,6	2,9

*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Tableau 5 : Obstacles externes à la croissance de l'entreprise

		Pénurie de travailleurs	Fluctuations de la demande de produits ou services	Obtention du financement	Réglementation gouvernementale	Augmentation du coût des intrants	Intensification de la concurrence	Autre
		Pourcentage						
Toutes les PME	1-499 employés	33,1	52,2	16,8	33,5	63,2	47,9	22,2
Effectif (nombre d'employés)	1-4	25,9	53,7	15,6	30,3	60,8	44,6	20,5
	5-19	40,7	49,9	18,6	36,1	65,3	50,8	24,0
	20-99	42,1	53,1	16,5	40,5	69,4	53,7	23,7
	100-499	45,6	42,0	12,9	36,9	55,9	56,2	24,6
Région	Atlantique	27,6	54,8	18,2	40,2	82,0	37,5	24,5
	Québec	35,0	35,9	17,6	33,1	48,3	45,4	21,1
	Ontario	27,9	57,5	17,7	33,9	67,6	52,8	24,4
	Prairies	43,9	49,9	13,3	26,9	62,7	46,4	17,1
	Colombie-Britannique et territoires	31,0	63,1	17,4	37,9	65,9	46,9	23,9
Industrie	Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)*, Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21)	34,5	51,2	15,3	52,1	77,2	38,8	25,9
	Construction (SCIAN 23)	38,3	57,9	14,5	34,7	62,3	48,3	19,1
	Fabrication (SCIAN 31-33)	37,2	62,8	22,6	32,9	64,9	45,3	24,9
	Commerce de gros (SCIAN 41)	25,2	61,6	15,3	27,9	66,6	59,6	27,0
	Commerce de détail (SCIAN 44-45)	29,0	45,4	13,4	31,5	64,3	52,2	22,5
	Transport et entreposage (SCIAN 48-49)	39,3	52,2	14,7	43,5	81,1	49,2	20,5
	Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	30,6	53,2	14,3	22,5	41,5	44,9	21,9
	Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	47,2	40,6	23,3	43,7	86,0	53,3	25,4
	Autres services (SCIAN 81)	37,5	45,7	19,5	31,5	62,5	35,7	22,1
	Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62), Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)	23,9	53,4	17,8	29,4	54,9	48,5	19,6
Emplacement	Industries du savoir	29,6	55,1	19,0	17,0	41,7	47,6	22,3
	Rural	36,8	48,4	16,4	39,2	69,9	40,5	20,9
Statut d'exportation	Urbain	32,1	53,2	16,9	32,0	61,5	49,8	22,5
	Exportateur	33,1	62,8	20,3	33,2	59,1	51,8	30,4
	Non-exportateur	33,1	50,9	16,4	33,5	63,7	47,4	21,2

		Pénurie de travailleurs	Fluctuations de la demande de produits ou services	Obtention du financement	Réglementation gouvernementale	Augmentation du coût des intrants	Intensification de la concurrence	Autre
		Pourcentage						
Âge de l'entreprise (année de démarrage et nombre d'années d'existence)	2010-2011 (2 ans ou moins)	34,9	51,3	25,8	30,6	67,9	43,0	23,5
	2002-2009 (entre 2 et 10 ans)	32,6	54,6	21,8	30,6	62,3	46,2	21,4
	1992-2001 (plus de 10 ans)	32,3	51,5	18,1	36,5	61,1	48,9	22,4
	Avant 1992 (plus de 20 ans)	33,6	51,2	11,9	33,8	64,5	48,9	22,3
Activités d'innovation élaborées ou adoptées	Produit ou service nouveau ou grandement amélioré	33,3	56,7	22,0	35,5	66,8	51,5	29,0
	Méthode ou processus nouveau ou grandement amélioré	42,9	53,9	21,0	36,9	69,2	48,9	30,6
	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes	39,0	50,0	25,4	41,2	64,9	52,5	30,5
	Nouvelle façon de vendre les produits ou services	35,3	61,2	25,1	38,2	68,1	55,6	34,4
	Au moins l'une des quatre innovations susmentionnées	35,6	56,2	20,6	35,9	66,4	52,0	29,2
	Pas d'innovation (aucun des éléments susmentionnés)	30,9	50,4	14,1	31,4	60,5	44,2	18,1
Âge du propriétaire	Moins de 30 ans	33,8	52,2	31,3	23,4	57,4	46,2	12,9
	30-39 ans	39,4	51,5	27,9	36,1	64,6	48,4	17,5
	40-49 ans	35,9	51,6	18,1	31,0	68,0	55,0	23,2
	50-64 ans	31,6	53,9	13,8	35,6	62,3	45,4	23,6
	65 ans ou plus	26,6	47,1	13,6	29,3	55,0	40,7	18,9
Appartenance à des femmes (%)	0	33,2	52,2	17,4	34,1	61,9	48,3	21,9
	1-49	34,0	53,6	12,2	35,1	63,0	51,2	21,8
	50	32,8	54,8	17,5	34,8	66,4	45,7	23,1
	51-99	32,6	54,3	12,4	24,6	75,6	39,2	28,1
	100	32,4	47,0	18,2	28,9	62,9	47,2	21,5
Plus haut niveau de scolarité atteint par le propriétaire	Études secondaires non terminées	36,0	44,2	19,1	35,0	65,2	43,2	19,8
	Études secondaires	34,0	51,6	16,7	33,7	67,7	48,9	19,3
	Collège, cégep ou école de métiers	37,2	54,5	16,9	37,6	67,1	48,1	23,6
	Baccalauréat	32,0	54,2	19,2	30,9	58,0	50,8	25,1
	Maîtrise ou diplôme supérieur	20,7	49,9	10,7	25,9	52,7	43,9	20,7

*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Tableau 6 : Obstacles internes à la croissance de l'entreprise

		Gestion du niveau d'endettement	Maintien de rentrées de fonds suffisantes	Surveillance insuffisante des opérations de l'entreprise pour apporter des améliorations	Connaissance insuffisante des concurrents ou des tendances du marché	Trop de temps consacré aux opérations courantes	Recrutement et maintien en fonction des employés	Autre
		Pourcentage						
Toutes les PME	1-499 employés	18,3	37,2	16,3	13,3	38,4	39,0	9,4
Effectif (nombre d'employés)	1-4	16,7	35,3	13,5	12,8	35,7	29,7	8,8
	5-19	21,2	40,1	20,0	13,2	40,9	47,3	10,3
	20-99	16,4	38,2	18,5	16,0	44,2	55,7	9,1
	100-499	14,8	26,9	14,3	10,3	30,8	57,2	11,4
Région	Atlantique	20,2	41,8	14,0	11,2	35,3	33,3	7,6
	Québec	10,4	31,8	13,6	15,9	30,3	35,8	9,3
	Ontario	23,9	41,7	16,1	12,4	40,2	37,1	9,3
	Prairies	17,1	32,4	18,0	12,3	40,9	46,2	9,5
	Colombie-Britannique et territoires	17,0	38,7	19,0	13,7	43,2	40,6	10,4
Industrie	Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)*, Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21)	20,6	36,7	14,9	16,4	34,7	33,9	7,9
	Construction (SCIAN 23)	15,3	40,8	16,5	12,4	36,6	43,1	9,8
	Fabrication (SCIAN 31-33)	19,8	42,1	21,1	17,4	46,1	38,3	9,5
	Commerce de gros (SCIAN 41)	17,6	34,1	19,3	14,2	37,4	35,4	9,7
	Commerce de détail (SCIAN 44-45)	21,0	38,2	17,8	12,5	37,4	37,5	7,3
	Transport et entreposage (SCIAN 48-49)	16,9	39,7	14,9	10,5	41,0	40,6	5,9
	Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	11,4	34,6	16,7	13,7	42,6	33,7	7,8
	Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	30,0	39,4	19,3	15,6	48,6	58,3	9,5
	Autres services (SCIAN 81)	16,9	38,9	16,4	11,6	41,8	42,2	9,7
	Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62), Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)	17,1	32,3	11,5	11,5	30,0	32,2	12,7
	Industries du savoir	9,7	39,9	14,2	19,4	38,1	31,0	7,6
Emplacement	Rural	20,1	37,8	15,8	14,0	37,7	39,6	8,1
	Urbain	17,8	37,1	16,5	13,1	38,6	38,8	9,7
Statut d'exportation	Exportateur	20,6	41,0	19,7	17,8	43,6	38,7	9,5
	Non-exportateur	18,0	36,8	15,9	12,7	37,8	39,0	9,4

		Gestion du niveau d'endettement	Maintien de rentrées de fonds suffisantes	Surveillance insuffisante des opérations de l'entreprise pour apporter des améliorations	Connaissance insuffisante des concurrents ou des tendances du marché	Trop de temps consacré aux opérations courantes	Recrutement et maintien en fonction des employés	Autre
		Pourcentage						
Âge de l'entreprise (année de démarrage et nombre d'années d'existence)	2010-2011 (2 ans ou moins)	19,1	41,1	13,2	15,3	34,2	45,7	5,5
	2002-2009 (entre 2 et 10 ans)	20,0	40,3	17,4	10,2	41,1	40,7	9,4
	1992-2001 (plus de 10 ans)	18,6	37,5	16,2	15,2	38,2	35,4	11,4
	Avant 1992 (plus de 20 ans)	16,9	34,7	16,1	13,8	37,4	39,2	8,7
Activités d'innovation élaborées ou adoptées	Produit ou service nouveau ou grandement amélioré	22,4	44,4	21,3	15,0	49,5	40,9	13,5
	Méthode ou processus nouveau ou grandement amélioré	21,9	45,5	22,2	18,9	48,8	46,7	15,4
	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes	23,5	44,4	23,7	15,6	46,3	44,9	12,8
	Nouvelle façon de vendre les produits ou services	22,3	46,1	24,8	17,4	49,9	43,7	12,1
	Au moins l'une des quatre innovations susmentionnées	20,8	43,5	21,3	15,1	46,7	43,0	12,1
	Pas d'innovation (aucun des éléments susmentionnés)	16,4	33,2	13,0	12,3	32,7	34,9	7,7
Âge du propriétaire	Moins de 30 ans	27,6	45,7	24,0	17,4	34,3	36,8	7,1
	30-39 ans	19,3	40,5	19,2	16,3	45,2	49,8	5,6
	40-49 ans	19,9	41,6	20,3	14,7	40,1	42,2	12,0
	50-64 ans	17,1	35,5	13,6	12,6	37,6	36,9	8,9
	65 ans ou plus	17,0	29,4	14,0	9,0	32,1	29,8	8,8
Appartenance à des femmes (%)	0	16,1	36,3	16,8	14,6	38,7	40,1	9,1
	1-49	15,7	35,7	17,8	11,9	35,5	37,4	8,3
	50	21,8	39,2	15,3	13,4	41,0	38,0	8,9
	51-99	24,0	39,2	10,9	6,4	32,6	32,1	3,8
	100	23,6	39,2	15,1	10,1	37,4	38,1	13,2
Plus haut niveau de scolarité atteint par le propriétaire	Études secondaires non terminées	22,2	39,0	14,0	11,8	32,8	37,5	6,0
	Études secondaires	19,0	35,6	16,6	15,9	34,8	38,3	9,3
	Collège, cégep ou école de métiers	18,9	41,2	17,1	12,9	43,8	42,6	10,1
	Baccalauréat	18,0	37,0	17,4	14,6	41,5	41,3	10,4
	Maîtrise ou diplôme supérieur	12,6	29,3	13,8	7,9	30,6	28,3	8,6

*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Tableau 7 : Répartition des PME

		Pourcentage
Toutes les PME	1-499 employés	100,0
Effectif (nombre d'employés)	1-4	53,0
	5-19	35,5
	20-99	10,5
	100-499	1,0
Région	Atlantique	7,0
	Québec	21,2
	Ontario	34,6
	Prairies	19,8
	Colombie-Britannique et territoires	17,4
Industrie	Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)*, Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21)	6,7
	Construction (SCIAN 23)	15,2
	Fabrication (SCIAN 31-33)	6,7
	Commerce de gros (SCIAN 41)	6,2
	Commerce de détail (SCIAN 44-45)	13,7
	Transport et entreposage (SCIAN 48-49)	5,0
	Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)	11,7
	Hébergement et services de restauration (SCIAN 72)	8,8
	Autres services (SCIAN 81)	7,5
	Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62), Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51), Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)	18,6
	Industries du savoir	4,6
Emplacement	Rural	21,0
	Urbain	79,0
Statut d'exportation	Exportateur	10,4
	Non-exportateur	89,6
Âge de l'entreprise (année de démarrage et nombre d'années d'existence)	2010-2011 (2 ans ou moins)	4,9
	2002-2009 (entre 2 et 10 ans)	27,0
	1992-2001 (plus de 10 ans)	24,3
	Avant 1992 (plus de 20 ans)	43,7
Activités d'innovation élaborées ou adoptées	Produit ou service nouveau ou grandement amélioré	23,7
	Méthode ou processus nouveau ou grandement amélioré	14,5
	Nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques commerciales de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes	14,9
	Nouvelle façon de vendre les produits ou services	16,6
	Au moins l'une des quatre innovations susmentionnées	37,8
	Pas d'innovation (aucun des éléments susmentionnés)	62,2

		Pourcentage
Âge du propriétaire	Moins de 30 ans	1,6
	30-39 ans	10,6
	40-49 ans	28,2
	50-64 ans	48,4
	65 ans ou plus	11,3
Appartenance à des femmes (%)	0	53,9
	1-49	12,5
	50	18,1
	51-99	2,1
	100	13,4
Plus haut niveau de scolarité atteint par le propriétaire	Études secondaires non terminées	9,5
	Études secondaires	23,8
	Collège, cégep ou école de métiers	32,1
	Baccalauréat	21,8
	Maîtrise ou diplôme supérieur	12,8

*Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

** Les industries du savoir représentent une sous-catégorie d'entreprises à vocation scientifique et technologique, d'entreprises innovatrices et d'entreprises à fort coefficient de recherche-développement, qui sont considérées comme des grands producteurs de connaissances. Ces entreprises évoluent officiellement dans le secteur des « autres industries » et dès lors, le pourcentage total de la répartition des PME selon l'industrie ne correspond pas à 100 %. Il correspond à 100 % si l'on exclut les industries du savoir.